

Lettre ouverte aux Val-de-Marnaises et Val-de-Marnais

Le vrai bilan du mi-mandat : ce que l'exécutif ne vous dit pas !

Nous, agent.e.s et organisations syndicales du Conseil Départemental du Val-de-Marne souhaitons vous alerter sur la situation catastrophique que nous vivons au sein de nos services.

Depuis plusieurs mois, nous sommes confrontés à la dégradation de nos conditions de travail et au manque de postes à des conditions de travail inacceptables au travail et surtout, à une détérioration de votre accueil et de votre accompagnement dans nos différents services.

Le pire exemple est le délai d'attente pour l'instruction des dossiers pour l'ouverture des droits en faveur des personnes en situation de handicap. M. Capitanio, en 2021, prévoyait de diviser les délais d'attente par deux, c'est-à-dire moins de 6 mois. Actuellement, pour le traitement d'un dossier, les val-de-marnaises et les val-de-marnais les plus vulnérables doivent attendre entre 18 et 20 mois pour obtenir une réponse.

Malgré l'engagement de nos collègues qui travaillent au quotidien avec efficacité et sous pression dû à un grand nombre de demande, l'exécutif a supprimé des postes et arrêté les contrats de nos collègues. Ce qui n'est pas acceptable !

Autre exemple, dans les crèches du conseil départemental, fierté de notre collectivité, qui marque l'identité de celle-ci, de trop nombreux enfants ne peuvent être accueillis. En septembre 2024, ce sont 1000 enfants qui n'ont pas pu être accueillis. Encore une fois, le seul responsable est bien l'exécutif qui n'a pas mis en place de politique ambitieuse de recrutement, n'a pas procédé à des revalorisations salariales et de formations pour conserver les professionnel.les qui préfèrent partir faute de reconnaissance. Pire le Département a fermé il y a 18 mois son centre de formation qui permettait d'avoir plus de professionnels diplômés dans la petite enfance pour des questions budgétaires !

Nous avons de nombreux autres exemples qui témoignent des conséquences des choix de notre employeur sur notre quotidien et le vôtre : arrêt de la prise en charge à 50 % de la carte de transport Imagine R pour tous (collégiens, lycéens et étudiants, boursiers ou non) , arrêt de la carte de transport améthyste pour les personnes de plus de 60 ans et les enfants en situation de handicap, suppression des espaces d'insertion permettant un accompagnement sur l'insertion sociale et professionnelle des allocataires du RSA, fusion des Espaces Départementaux des Solidarités ou fermeture de crèches comme à Arcueil, à Créteil... Toutes ces décisions vont éloigner les services publics départementaux des habitants, vous aurez plus de transport à faire avant de rencontrer les agents du département.

Notre employeur se cache derrière les choix du gouvernement et de sa cure d'austérité imposée aux collectivités locales pour se dédouaner de ses responsabilités. C'est oublier un peu vite, que notre employeur appartient à un groupe politique qui souhaitait encore plus que les 2,5 milliards d'économies dans la Fonction publique. C'est oublier un peu vite, qu'un des membres de l'exécutif est au cabinet du premier ministre.

Au-delà du cumul de tous les mandats et autres activités que l'exécutif départemental exerce, nous pourrions penser que certains d'entre eux s'en serviraient pour justement défendre les intérêts des Val-de-Marnaises et Val-de-Marnais et du service public.

Or, malgré nos demandes, notre employeur ne souhaite pas porter ce combat. Il préfère au contraire détricoter un à un les services publics départementaux. Il préfère refaire les logos de toutes les directions du département, mettre de l'argent dans la communication, plutôt que d'apporter de l'aide et du soutien aux agent.e.s et aux usager.e.s.

Le silence constant à nos demandes n'est plus tolérable. Nous nous sommes mobilisé.e.s à plusieurs reprises : par courrier, en réunion, en grève, en rassemblement, par pétition... Malgré tout cela, l'exécutif continue de nous ignorer, de nous mépriser et donc de mépriser vos besoins.

Nous avons donc besoin de vos voix. Dans toutes les villes, les conseillers départementaux sont censés être à votre écoute, n'hésitez pas à leur faire part de vos inquiétudes et de vos besoins. Soutenez-nous en étant à nos côtés et en signant la pétition que nous avons mis en ligne.

Nous souhaitons des moyens et de la reconnaissance pour réaliser au mieux nos missions de service public dans l'intérêt de toute la population. Nous souhaitons un service public utile et de qualité pour toutes et tous.

Nous comptons sur vous,

Les agent.e.s du CD 94

L'intersyndicale CGT, UGICT-CGT, FSU, CFDT et FO



Mai 2025-ne pas jeter sur la voie publique